



Bulletin trimestriel de conjoncture



Suivi de la conjoncture financière et bancaire
N° 153 – 3^{ème} trimestre 2012

SOMMAIRE

<i>Methodologie</i>	3
<i>1. Synthèse</i>	5
<i>2. L'enquête auprès des Etablissements de Crédit</i>	10
<i>3. Les actifs financiers de la clientèle non financière</i>	11
<i>Les placements des ménages</i>	12
<i>Les disponibilités des entreprises</i>	13
<i>4. Les passifs financiers de la clientèle non financière</i>	14
<i>4.1 Concours consentis par les établissements de crédit locaux</i>	14
<i>L'endettement des ménages</i>	15
<i>L'endettement des entreprises</i>	16
<i>4.2 Concours consentis sur la place par l'ensemble des établissements de crédit</i>	17
<i>5. Risques sectoriels</i>	18
<i>6. Rappel des taux</i>	20
<i>6.1 Taux réglementés</i>	20
<i>6.2 Principaux taux de marché</i>	20
<i>6.3 Taux de l'usure</i>	20
<i>7. Monnaie fiduciaire</i>	21
<i>7.1 Emission mensuelle de billets euros</i>	21
<i>7.2 Emission mensuelle de pièces euros</i>	21

MÉTHODOLOGIE

AVERTISSEMENT 1

Depuis le bulletin n° 145 (troisième trimestre 2010), un changement a été opéré dans la classification des établissements de crédit, en lien avec la réforme SURFI (Système Unifié de Reporting Financier) conduite par l'Autorité de Contrôle Prudentiel (ACP). Cette évolution vise à moderniser, tout en le simplifiant, le protocole de remise des déclarations réglementaires des établissements de crédit auprès du superviseur. Dorénavant, l'ancien périmètre « EC de la zone » (Etablissements de crédit) se voit enrichi de certains établissements anciennement « Hors Zone » et désormais classés « ECIL » (Etablissement de Crédit Installé Localement). A contrario, d'autres établissements de crédit, précédemment répertoriés en « EC de la zone », ont été reclassés en « ECNIL » (Etablissement de Crédit Non Installé Localement) : l'AFD voit ainsi ses engagements intégrés parmi ceux des ECIL et, a contrario, les encours de crédit de la SOFIDER basculent dans ceux des ECNIL. Le critère d'implantation sur le territoire ayant ainsi été revu, les encours ECIL/ECNIL ont été logiquement affectés, en proportion égale mais en sens contraire, l'encours global de l'ensemble des établissements de crédit n'ayant quant à lui pas été modifié.

AVERTISSEMENT 2

En octobre 2011 un établissement implanté à Mayotte a fermé son agence locale (SOREFI). Ses encours étant désormais gérés par sa maison-mère à La Réunion, les données le concernant ont été reprises dans les séries présentées et sont désormais intégrées aux encours ECNIL.

AVERTISSEMENT 3

A partir de la centralisation des risques de mars 2012, les établissements de crédit appliquent un nouveau cahier des charges, qui se traduit par l'arrêt des déclarations des encours privés des entrepreneurs individuels. Seuls les encours liés à une activité professionnelle sont désormais recensés.

1. Enquête

L'enquête de conjoncture, effectuée par l'IEDOM auprès des dirigeants des principaux établissements de crédit installés localement, est réalisée trimestriellement (6 établissements sont concernés).

Cette enquête comporte 14 questions visant à saisir, sous forme de flèches, les évolutions (passées ou prévues) relatives aux dépôts et aux crédits ainsi que les opinions relatives à la situation de différents indicateurs (produit net bancaire, commissions, charges d'exploitation, provisions, résultat, effectifs, climat social et environnement économique). Les réponses sont pondérées en fonction de l'importance de l'activité de l'établissement interrogé (selon la question, la pondération est effectuée par les encours de crédits ou les encours de dépôts). Les chiffres ainsi obtenus donnent une mesure synthétique de l'écart entre la proportion des dirigeants qui estiment qu'il y a eu progression ou qu'une situation est en amélioration et celle des dirigeants jugeant qu'il y a eu fléchissement ou qu'une situation est en dégradation.

2. Actifs financiers

Les actifs financiers présentés ici ne concernent que les dépôts dans les banques locales, à la Banque Postale et au Trésor public. Ils ne recensent donc pas les placements de la clientèle locale effectués hors de Mayotte.

Les placements liquides ou à court terme regroupent l'ensemble des produits immédiatement disponibles sans risque de perte en capital. Ils comprennent les comptes d'épargne à régime spécial (livrets A et bleus, livrets ordinaires, livrets jeunes, livrets d'épargne populaire, livrets de développement durable et comptes d'épargne logement) et les produits rémunérés au taux du marché monétaire (dépôts à terme, bons de caisse, certificats de dépôts et organismes de placement collectif en valeurs mobilières – OPCVM - monétaires).

L'épargne à long terme est constituée par les portefeuille-titres, les OPCVM non monétaires, les plans d'épargne logement, les plans d'épargne populaire et les autres actifs (assurance-vie essentiellement). Les données présentées ici ne sont pas exhaustives. En effet, ces informations n'incluent que partiellement les

encours de contrats d'assurance-vie souscrits auprès des établissements de crédit et ne comprennent pas les données relatives aux opérations des compagnies d'assurance intervenant dans l'île.

Les ménages regroupent les particuliers, les entrepreneurs individuels et les administrations privées. Les entreprises correspondent aux sociétés non financières. Enfin, les autres agents rassemblent les sociétés d'assurance et fonds de pension, les administrations publiques locales, les administrations centrales et les administrations de sécurité sociale.

3. Passifs financiers

Les passifs financiers sont constitués des crédits octroyés par les établissements de crédit locaux (ECIL) et ceux accordés par les établissements de crédit non installés localement (ECNIL) au bénéfice d'emprunteurs installés à Mayotte.

Les ECNIL intervenant dans les DOM sont principalement la Caisse des Dépôts et Consignations, Dexia-Crédit Local de France, le Crédit foncier de France, la Caisse d'Aide sociale de l'Education nationale (CASDEN-Banque Populaire) et la Banque Européenne d'Investissement (BEI).

Les crédits des entrepreneurs individuels (EI) sont répartis en deux groupes (entreprises ou ménages) selon leur nature. Ainsi, par exemple, les crédits à l'habitat et les comptes ordinaires débiteurs des entrepreneurs individuels sont comptabilisés dans les encours des ménages (avec les données des particuliers). Les autres catégories de crédit des EI sont intégrées dans les encours des entreprises (avec la totalité des données des sociétés non financières).

Pour les entreprises (sociétés non financières ou entrepreneurs individuels selon les cas), les crédits d'exploitation regroupent les créances commerciales, les crédits de trésorerie, les comptes ordinaires débiteurs et l'affacturage tandis que les crédits d'investissement comprennent les crédits à l'équipement et le crédit-bail.

Pour les ménages (particuliers, administrations privées et entrepreneurs individuels selon les cas), les crédits à la consommation rassemblent les crédits de trésorerie, les comptes ordinaires débiteurs et le crédit-bail.

Le poste « autres agents » regroupe les sociétés d'assurance et les fonds de pension ainsi que les administrations centrales et de sécurité sociale.

4. Service central des risques (SCR)

Le service central des risques (SCR) de la Banque de France recense, à partir d'un seuil déclaratif de 25 000 euros de crédits par guichet bancaire et par entité juridique, les encours de crédits distribués par les établissements de crédit implantés sur le territoire français, en faveur d'entités juridiques dont le siège social se situe dans les DCOM. Cette source d'information permet, quand bien même elle ne serait pas exhaustive, une analyse sectorielle des encours de crédit. Elle est complétée par les statistiques collectées mensuellement par l'IEDOM sur les encours de créances douteuses déclarés localement par les établissements de crédit à partir d'un encours de 10 000 euros ainsi que sur les arriérés sociaux d'un montant supérieur à 22 500 euros transmis par la Caisse Générale de Sécurité Sociale (CGSS).

1. SYNTHÈSE

1. Evolution conjoncturelle

CONTEXTE INTERNATIONAL

Au troisième trimestre 2012, l'économie mondiale poursuit sa détérioration et les projections de croissance ont été revues à la baisse. Les indicateurs de l'activité et du chômage font état d'une atonie économique croissante et généralisée au premier semestre de 2012, et aucune amélioration notable n'apparaît. Dans les pays avancés, la croissance est maintenant trop faible pour faire reculer le chômage. La crise dans la zone euro apparaît toujours comme une menace pour les perspectives de l'économie mondiale.

Au troisième trimestre, la croissance économique aux États-Unis s'accélère par rapport au trimestre précédent (+ 0,5 % après + 0,3 %). La hausse du rythme de croissance au troisième trimestre s'explique toutefois essentiellement par la variation des stocks des entreprises.

Dans les pays d'Asie en développement, le produit intérieur brut réel devrait progresser de 7,25 % au second semestre de 2012. Le moteur principal est la Chine où l'activité devrait profiter de l'accélération des approbations de projets publics dans les infrastructures. Le Japon fait face à un niveau de déficit élevé et d'endettement sans précédent et son produit intérieur brut recule de 0,9 % au troisième trimestre.

En dépit des mesures prises par les pouvoirs publics, la crise dans la zone euro s'est aggravée. Le rééquilibrage des budgets et la fragilité persistante du système financier freinent la croissance dans les pays avancés. Au troisième trimestre 2012, le produit intérieur brut de la zone euro baisse de 0,1 % par rapport au trimestre précédent.

En France, la croissance reprend à un rythme faible au troisième trimestre (+ 0,2 % après - 0,1 %). Les dépenses de consommation des ménages rebondissent légèrement alors que l'investissement fléchit (- 0,2 % après + 0,5 %). Par ailleurs, le solde du commerce extérieur contribue positivement à la croissance (+ 0,3 point) mais il est compensé par les variations de stocks qui contribuent négativement à l'évolution de l'activité (- 0,3 point). Avec 2,8 millions de personnes au chômage, le taux de chômage s'élève à 9,9 % au troisième trimestre en France hexagonale.

L'économie allemande est toujours en croissance mais son activité pâtit de la récession européenne (+ 0,2 % au troisième trimestre). Les dépenses privées et publiques ont progressé au troisième trimestre et le solde du commerce extérieur s'améliore. Le Portugal et la Grèce enregistrent au troisième trimestre une contraction de l'activité économique de, respectivement, 3,4 % et 7,2 % en rythme annuel.

Dans les principaux pays émergents, la croissance auparavant vigoureuse ralentit également. La faiblesse de la croissance et l'incertitude dans les pays avancés ont des répercussions négatives sur les pays émergents et en développement et aggravent les faiblesses internes.

A fin octobre, le prix en dollar du baril de pétrole (Brent) a augmenté de 9,3 % sur trois mois. En revanche, le prix des matières premières s'inscrit à nouveau en baisse en octobre (- 4,3 % sur le mois).

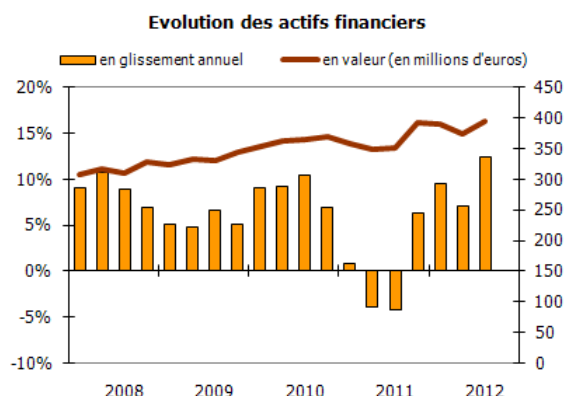
Lors de sa réunion du 6 décembre 2012, le Conseil des gouverneurs de la Banque centrale européenne (BCE) a décidé de maintenir le taux d'intérêt des opérations principales de refinancement de l'Eurosystème ainsi que ceux de la facilité de prêt marginal et de la facilité de dépôt à, respectivement, 0,75 %, 1,50 % et 0,00 %. Au cours de la conférence de presse qui a suivi, le Président de la BCE a indiqué qu'il estimait que des risques à la baisse continuaient de peser sur les perspectives économiques de la zone euro.

CONTEXTE LOCAL

1.1 Les actifs financiers : rebond de la collecte après deux trimestres de baisse.

Après deux trimestres successifs de repli (respectivement, - 0,4 % et - 4,4 %), l'épargne collectée affiche une progression de 5,4 % au 30 septembre 2012, soit + 20,1 millions d'euros sur 3 mois. L'encours global des **actifs financiers** détenus à Mayotte s'établit à **394 millions d'euros**. Sur un an, l'encours progresse de 12,4 % (+ 43,5 millions d'euros), contre - 4,2 % entre septembre 2010 et septembre 2011 (soit - 15,4 millions d'euros).

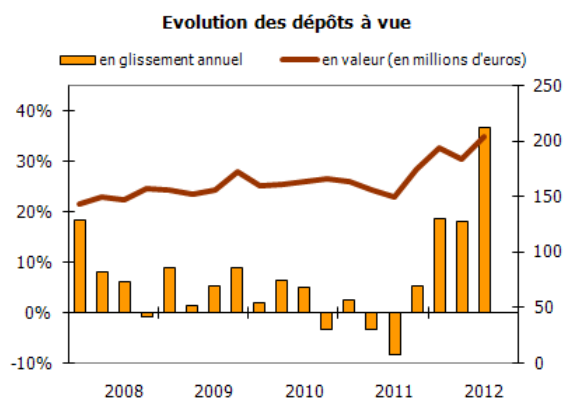
Au troisième trimestre, l'augmentation de l'épargne est portée par la hausse de la collecte auprès des **entreprises** qui progresse de 16,8 %. Après deux trimestres en repli (- 3,6 % au 1^{er} trimestre suivi de - 13,9 %), l'encours s'étoffe de 17,6 millions d'euros et atteint 122,6 millions d'euros. Cette évolution est à relier avec la situation d'une grande entreprise de la place qui a bénéficié de subvention dans le courant du 3^{ème} trimestre.



Les actifs détenus par les **autres agents** (sociétés d'assurance, administrations centrales ou de sécurité sociale,...) contribuent positivement à l'évolution de l'encours global avec une progression de 4,4 % (soit + 2,8 millions d'euros, à 65,3 millions d'euros), alors que les actifs financiers détenus par les **ménages** (205,9 millions d'euros) stagnent quant à eux au troisième trimestre (- 0,1 %, soit - 0,3 million d'euros).

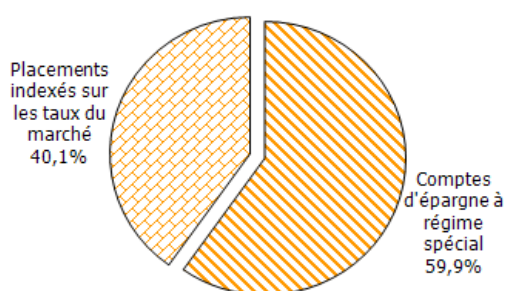
La répartition des actifs par nature évolue sensiblement au cours du 3^{ème} trimestre : la part des dépôts à vue dans l'épargne totale collectée par le système bancaire local représente désormais 52 % de l'ensemble contre 49 % au précédent trimestre, le poids des placements liquides ou à court terme passe à 32 % de l'ensemble (contre 34 %) et l'épargne à long terme perd un point à 16 %.

Après une baisse de l'encours des **dépôts à vue** au cours du 2^{ème} trimestre 2012 (- 4,8 %), la collecte nette augmente sensiblement au cours du troisième trimestre (+ 11,1 %, soit + 20,4 millions d'euros) pour s'établir à 204,3 millions d'euros au 30 septembre. Sur un an, la collecte des dépôts à vue reste dynamique avec une hausse de 36,7 % de l'encours (contre - 8,3 % sur la période septembre 2010 – septembre 2011).

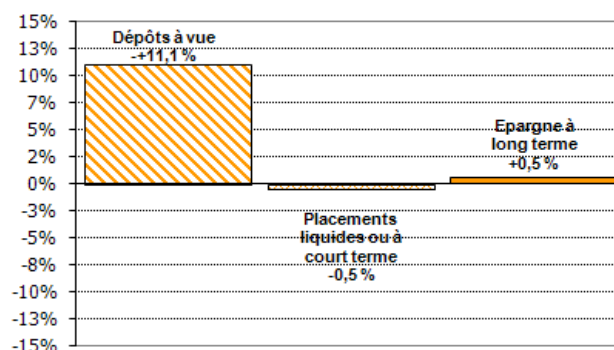


Pour le troisième trimestre consécutif, les **placements liquides ou à court terme** enregistrent une nouvelle contraction de 0,5 % au 3^{ème} trimestre 2012 (après - 13,2 % et - 5,9 % respectivement aux 1^{er} et 2^{ème} trimestres). Ils s'établissent à 125,2 millions d'euros.

Structure des placements liquides ou à court terme



Evolution par rapport au 2ème trimestre 2012

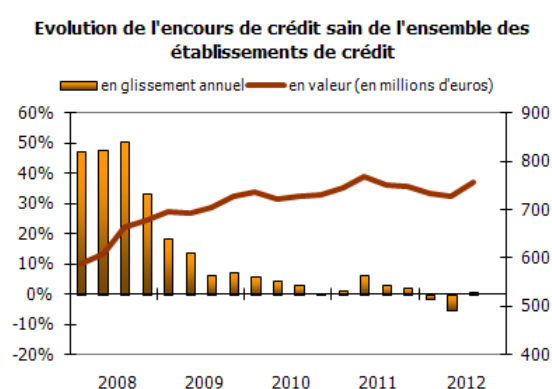


Enfin, l'épargne à long terme affiche une légère reprise au 3^{ème} trimestre 2012 (+ 0,5 %, après - 0,1 % au 2^{ème} trimestre), à 64,3 millions d'euros (+ 0,3 millions d'euros sur le trimestre). Sur un an, la croissance demeure positive avec + 2,7 % (soit 1,7 million d'euros de collecte supplémentaire). Sa répartition par agents reste stable par rapport au précédent trimestre : les ménages en détiennent toujours la quasi-totalité (99,3 %), essentiellement en contrats d'assurance-vie (56 %), en plans d'épargne logement (33 %) et en supports d'épargne collective -OPCVM non monétaires constitués de Sicav et de Fcp- (9 %), le reliquat se trouvant dans les portefeuille-titres et d'autres comptes d'épargne (2 %).

1.2 Les passifs financiers : progression générale des encours, plus marquée pour les ECNIL.

Au 30 septembre 2012, l'encours brut total de crédit octroyé par l'ensemble des établissements de crédit intervenant à Mayotte s'établit à **791 millions d'euros**, en hausse de 3,5 % sur le trimestre (après - 2,2 % au 2^{ème} trimestre). L'encours brut global n'avait plus progressé depuis un an, s'effritant de 39 millions d'euros sur la période. Sans pour autant renouer avec son plus haut niveau historique (804 millions d'euros à fin juin 2011), cette reprise gonfle l'encours de 26 millions d'euros. Sur un an, l'encours progresse de 0,2 % (contre + 3,1 % entre septembre 2010 et septembre 2011).

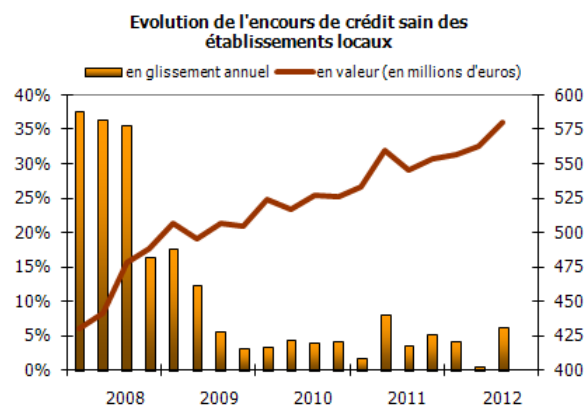
Avec un volume de 756 millions d'euros au 30 septembre, l'encours total de crédit sain s'inscrit également en progression sur le trimestre, avec + 3,8 % (après - 0,7 % au 2^{ème} trimestre). Le taux de croissance annuel de l'encours de crédit sain (graphique ci-contre) est de nouveau positif au 30 septembre : il enregistre une variation de + 0,6 % sur la période (contre + 3,1 % entre septembre 2010 et septembre 2011). Le taux de créances douteuses ressort à 4,4 %, en baisse de 0,3 point sur le trimestre. Après trois trimestres successifs de repli suivis d'un frémissement au 2^{ème} trimestre 2012 (+ 0,2 %), les concours aux entreprises augmentent de façon significative : ils progressent de 16,6 % au 3^{ème} trimestre 2012, soit de 43 millions d'euros. Les concours aux ménages (249,2 millions d'euros) progressent quant à eux très modérément au 3^{ème} trimestre (+ 0,5 %, soit + 1,3 million d'euros), tandis que le financement du secteur public (162,9 millions d'euros) s'inscrit en repli de plus de 9 % (soit - 16,4 millions d'euros). Enfin, les concours accordés aux autres agents accusent de nouveau une baisse au troisième trimestre (- 0,9 % après - 19,5 % au 2^{ème} trimestre). Ils s'établissent à 42,5 millions d'euros.



Les crédits aux entreprises, aux ménages et aux collectivités locales représentent, respectivement, 40 %, 33 % et 22 % de l'encours de crédit sain de l'ensemble des établissements de crédit. Le solde est détenu par les « autres agents » (sociétés d'assurance, administrations centrales ou de sécurité sociale, etc.).

Au 30 septembre 2012, le montant total des concours bruts octroyés par les établissements de crédit installés localement (ECIL) s'élève à **612 millions d'euros**, en hausse de 2,8 % sur le trimestre (après - 0,4 % précédemment). Entre septembre 2011 et septembre 2012, l'encours progresse de 5,9 % (contre + 3,1 % entre septembre 2010 et septembre 2011).

A 580 millions d'euros, l'encours de crédit sain progresse de 3,1 % au 3^{ème} trimestre, après + 1,1 % au trimestre précédent. Sur un an, son taux de croissance est de 6,3 % (contre 3,6 % entre septembre 2010 et septembre 2011). Le taux de créances douteuses, à 5,1 % au 30 septembre (contre 5,5 % un an plus tôt), affiche quant à lui une légère diminution de 0,3 point sur le trimestre. A cette date, le taux de provisionnement s'établit à 41 % (contre 44,2 % au trimestre précédent).

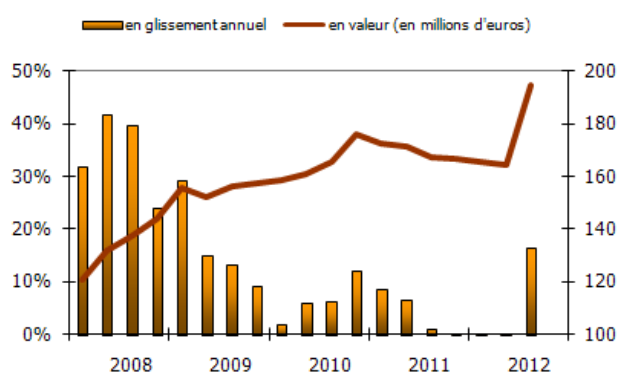


Les concours aux entreprises (263,1 millions d'euros) représentent 45 % du total de l'encours de crédit sain (contre 41 % au trimestre précédent). Avec + 14,1 % au 3^{ème} trimestre, ils s'inscrivent en forte

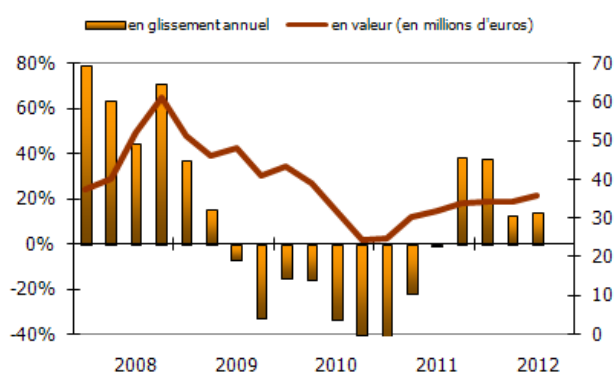
hausse : il faut en effet remonter au 4^{ème} trimestre 2007 (année record pour la progression des encours de crédit à Mayotte) pour trouver une évolution plus marquée (+ 24,2 %). Sur un an, la tendance est strictement identique, + 14,1 % par rapport à septembre 2011, après - 1,1 % entre juin 2011 et juin 2012. Cette progression surpasse la moyenne des variations trimestrielles en glissement annuel sur la période juin 2008-juin 2012, qui s'établit à 9,6 %. Plus précisément, la progression d'ensemble est largement portée par la franche reprise des crédits d'équipement des entreprises, après un repli régulier durant six trimestres consécutifs, avec + 18,7 % au 3^{ème} trimestre 2012. Avec 195 millions d'euros d'encours, ils représentent 99,8 % de leurs crédits d'investissement, le solde étant représenté par les financements en crédit-bail. La progression de 30,6 millions de l'encours de crédit en 3 mois est à relier à la réalisation de financements conséquents dans le secteur de l'énergie. Entre septembre 2011 et septembre 2012, l'encours progresse de 16,8 %.

Le rythme de progression des financements à court terme des entreprises apparaît également bien orienté au 3^{ème} trimestre affichant + 5,2 %, après + 0,1 % au trimestre précédent. Reparti à la hausse à partir de début 2011 au terme de deux années de fléchissement régulier (graphique ci-dessous), l'encours s'établit à 36 millions d'euros au 30 septembre. Sur un an, l'encours s'est étoffé de 4,3 millions d'euros (soit + 13,6 %, après + 12,6 % entre juin 2011 et juin 2012). Les découverts en compte (15 % des crédits d'exploitation) sont en baisse de 3,7 % sur le trimestre, tandis que les crédits de trésorerie (75 % de l'ensemble) croissent de 9,3 %.

Evolution des crédits d'investissement



Evolution des crédits d'exploitation

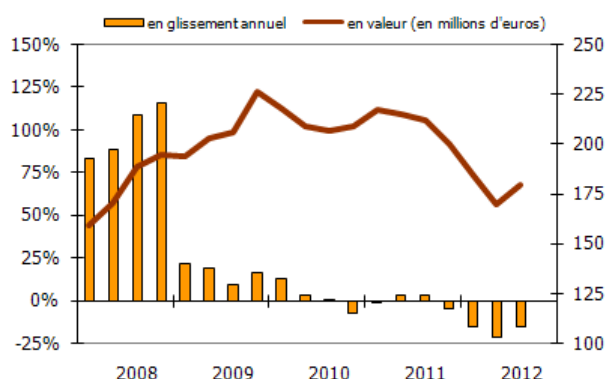


Après quatre trimestres successifs de progression suivis d'un léger fléchissement au 2^{ème} trimestre 2012 (- 0,6 %), les **concours aux ménages** (228,9 millions d'euros) restent atone (- 0,2 %). Plus de la moitié des concours aux ménages sont des crédits à l'habitat (125,2 millions d'euros). En hausse de 1,2 % au 3^{ème} trimestre (soit + 1,4 million d'euros), ils ne peuvent compenser la contraction des crédits de trésorerie (- 2,5 %, soit - 2,5 millions d'euros) dans l'ensemble des concours aux ménages.

Enfin, dans un contexte marqué par les difficultés en matière de gestion de leurs finances, le **secteur public local** (qui cumule 80,3 millions d'euros d'engagements soit 14 % de l'ensemble des concours des ECIL à fin septembre) voit son encours de crédit se contracter (- 15,7 %) au 3^{ème} trimestre, après un accroissement + 8,9 % au trimestre précédent. Les crédits d'exploitation (6,6 millions d'euros) ont en effet été divisés par 3,5 sur le trimestre : les lignes de trésorerie n'ont pas été renouvelées par les ECIL (elles totalisaient 15 millions à fin juin) et les découverts en compte ont baissé (- 20 %). Seuls les crédits d'investissements (72,4 millions d'euros), uniquement constitués de crédits d'équipement, affichent une progression de + 2,5 % (+ 1,8 million d'euros).

A fin septembre 2012, l'encours brut de crédit des **établissements de crédit non installés localement (ECNIL)** s'établit à **180 millions d'euros**, en progression de 5,9 % (après - 7,7 % au deuxième trimestre). Il s'agit d'une reprise qui met un terme à cinq trimestres de baisse ininterrompue et qui profite aux entreprises (+ 37,9 %) et, dans une moindre mesure, aux ménages (+ 9,5 %). En glissement annuel, la tendance reste cependant encore à la baisse avec - 15,4 % par rapport à septembre 2011 (après - 21,1 % entre juin 2011 et juin 2012).

Evolution de l'encours de crédit brut des ECNIL



Le volume d'affaires des ECNIL représente environ 23 % de l'ensemble des concours consentis sur la place de Mayotte à fin septembre. Les ECNIL sont sollicités essentiellement par les collectivités locales dont ils financent 51 % des besoins. En comparaison, ils ne couvrent que 13 % des besoins de financement des entreprises de la place.

2. Les risques recensés au SCR

A fin septembre 2012, l'encours total des risques recensés par le Service central des risques (SCR) de la Banque de France sur les entreprises de Mayotte (ainsi que les administrations publiques et autres personnes morales) s'élevait à 628 millions d'euros, en repli de 0,8 % sur le trimestre (après + 3,5 % précédemment).

Quatre des vingt secteurs d'activité concentrent 68 % des engagements répertoriés par le SCR sur Mayotte (à partir du seuil déclaratif de 25 000 euros de crédits par guichet bancaire et par entité juridique), soit un encours de près de 430 millions d'euros : administrations publiques (23 % de l'ensemble), en baisse de 13,1 % au 3^{ème} trimestre 2012 ; activités immobilières (19 %), en hausse de 7,3 % ; production et distribution d'électricité, de gaz, de vapeur et d'air conditionné (16 %), en hausse de 1,3 % après un triplement des engagements au trimestre précédent ; commerce, réparation d'automobiles et de motocycles (9,6 %), en hausse de 1,8 %.

3. Perspectives

Les soldes d'opinions des dirigeants des établissements de crédit interrogés en novembre 2012 par l'IEDOM font état de perspectives plutôt bien orientées pour le début d'année 2013, où la croissance de l'activité du secteur bancaire devrait être soutenue.

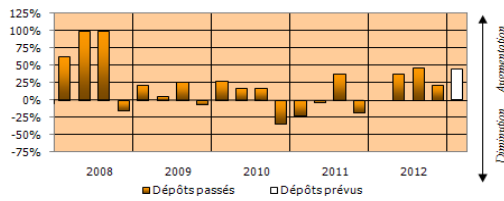
Si le niveau de collecte des dépôts ne semble pas avoir atteint les attentes exprimées par les dirigeants lors de l'enquête précédente, les prévisions pour le 1^{er} trimestre 2013 apparaissent bien orientées en comparaison des réalisations de ces derniers trimestres.

En matière d'octroi de crédits, les opinions relatives à l'évolution du financement des entreprises semblent être encourageantes pour le 1^{er} trimestre 2013, particulièrement positives sur les financements à moyen-long terme destinés à l'équipement des entreprises. Quoique plus modérées, les anticipations ressortent également positives s'agissant des crédits à destination des ménages, tant dans le secteur du financement de l'habitat que dans celui des crédits à court terme.

Enfin, comme à leur habitude, les établissements de crédit demeurent vigilants sur l'évolution du climat social et de l'environnement économique et financier local comme international.

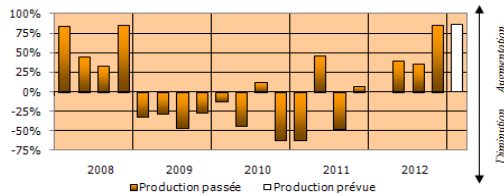
2. L'ENQUÊTE AUPRÈS DES ÉTABLISSEMENTS DE CRÉDIT

Collecte des dépôts

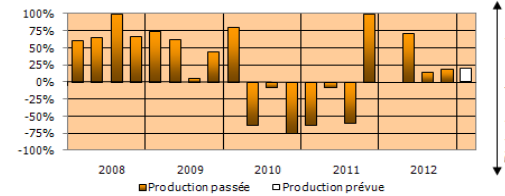


Soldes d'opinions des dirigeants
(Banque de La Réunion, BFC-OI, Banque Postale, BRED-BP, CRCA)

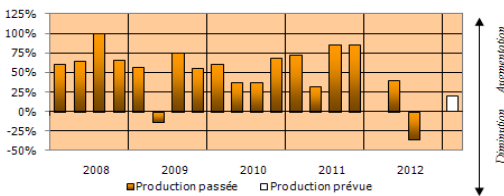
Crédits d'équipement aux entreprises



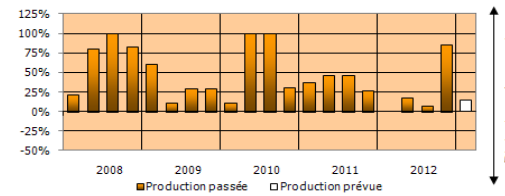
Crédits d'exploitation aux entreprises



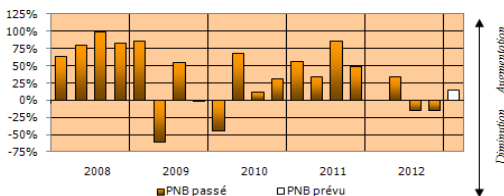
Crédits à l'habitat des particuliers



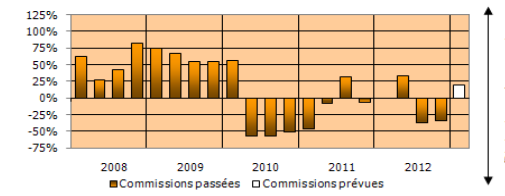
Crédits à la consommation des particuliers



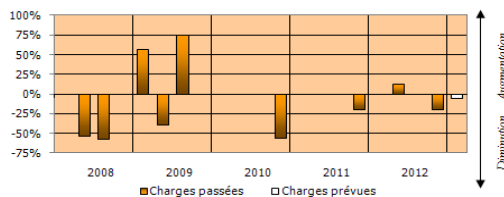
Produit net bancaire



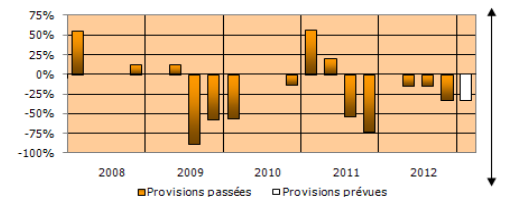
Commissions



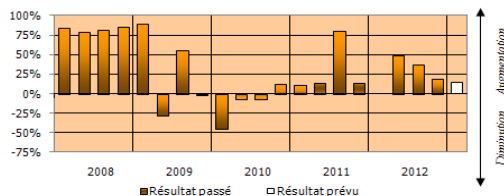
Charges d'exploitation



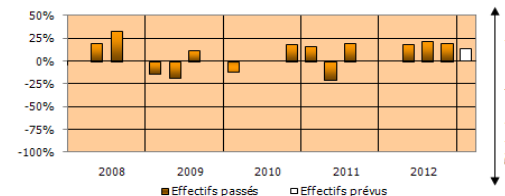
Coût du risque



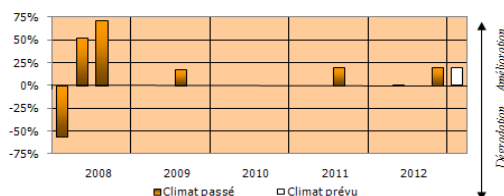
Résultat



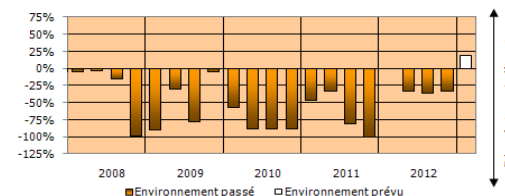
Effectifs



Climat social



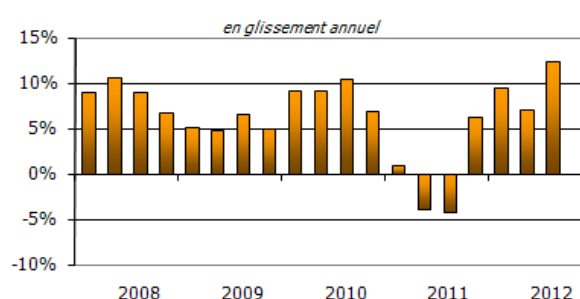
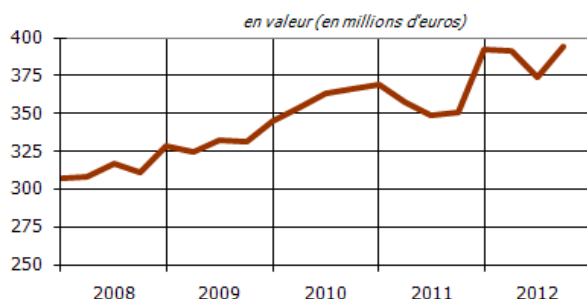
Environnement économique



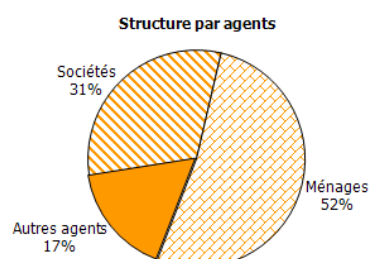
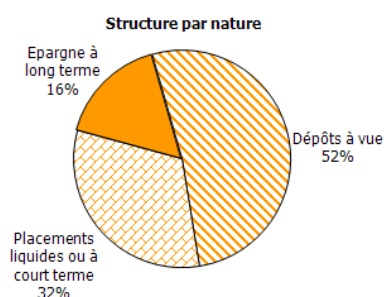
2. LES ACTIFS FINANCIERS DE LA CLIENTÈLE NON FINANCIÈRE

	Montants en millions au									Variations	
	30-sept-07	30-sept-08	30-sept-09	30-sept-10	30-sept-11	31-déc-11	31-mars-12	30-juin-12	30-sept-12	1 an	1 trim.
Sociétés	70,506	72,692	85,891	103,607	99,154	126,465	121,919	105,020	122,646	23,7%	16,8%
Dépôts à vue	55,809	57,002	69,731	71,020	62,321	78,274	73,409	66,490	85,138	36,6%	28,0%
Placements liquides ou à court terme	14,564	15,550	15,991	32,408	36,652	48,028	48,334	38,374	37,340	1,9%	-2,7%
Comptes d'épargne à régime spécial	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000	0,002	0,005	0,010	0,041	-	-
Placements indexés sur les taux du marché	14,564	15,550	15,991	32,408	36,652	48,026	48,329	38,364	37,299	1,8%	-2,8%
<i>dont comptes à terme</i>	<i>6,876</i>	<i>6,375</i>	<i>6,477</i>	<i>7,858</i>	<i>19,465</i>	<i>24,820</i>	<i>28,281</i>	<i>27,060</i>	<i>26,631</i>	<i>36,8%</i>	<i>-1,6%</i>
<i>dont OPCVM monétaires</i>	<i>1,364</i>	<i>1,416</i>	<i>1,514</i>	<i>1,963</i>	<i>8,582</i>	<i>7,601</i>	<i>7,443</i>	<i>6,699</i>	<i>5,063</i>	<i>-41,0%</i>	<i>-24,4%</i>
<i>dont certificats de dépôts</i>	<i>5,466</i>	<i>7,295</i>	<i>8,000</i>	<i>22,587</i>	<i>8,605</i>	<i>15,605</i>	<i>12,605</i>	<i>4,605</i>	<i>5,605</i>	<i>-34,9%</i>	<i>21,7%</i>
Epargne à long terme	0,133	0,140	0,169	0,179	0,181	0,163	0,176	0,156	0,168	-7,4%	7,7%
<i>dont OPCVM non monétaires</i>	<i>0,048</i>	<i>0,066</i>	<i>0,069</i>	<i>0,069</i>	<i>0,070</i>	<i>0,051</i>	<i>0,051</i>	<i>0,051</i>	<i>0,051</i>	<i>-27,5%</i>	<i>0,0%</i>
Ménages	132,830	159,709	172,890	184,874	193,622	202,229	202,716	206,140	205,865	6,3%	-0,1%
Dépôts à vue	52,793	55,890	56,245	61,523	60,641	64,373	59,834	62,040	61,670	1,7%	-0,6%
Placements liquides ou à court terme	54,784	62,987	63,682	66,060	70,771	74,583	79,284	80,559	80,332	13,5%	-0,3%
Comptes d'épargne à régime spécial	39,413	43,320	53,505	56,672	62,153	65,456	68,716	69,111	70,037	12,7%	1,3%
<i>Livrets ordinaires</i>	<i>37,135</i>	<i>40,738</i>	<i>45,665</i>	<i>44,885</i>	<i>46,483</i>	<i>48,068</i>	<i>50,037</i>	<i>49,454</i>	<i>49,838</i>	<i>7,2%</i>	<i>0,8%</i>
<i>Livrets A et bleus</i>	<i>0,000</i>	<i>0,000</i>	<i>4,761</i>	<i>7,731</i>	<i>11,223</i>	<i>12,642</i>	<i>13,803</i>	<i>14,993</i>	<i>15,224</i>	<i>35,7%</i>	<i>1,5%</i>
<i>Livrets jeunes</i>	<i>0,040</i>	<i>0,041</i>	<i>0,103</i>	<i>0,184</i>	<i>0,202</i>	<i>0,242</i>	<i>0,246</i>	<i>0,250</i>	<i>0,239</i>	<i>18,3%</i>	<i>-4,5%</i>
<i>Livrets d'épargne populaire</i>	<i>0,009</i>	<i>0,000</i>	<i>0,043</i>	<i>0,055</i>	<i>0,036</i>	<i>0,028</i>	<i>0,036</i>	<i>0,045</i>	<i>0,039</i>	<i>8,8%</i>	<i>-13,3%</i>
<i>CODEVI</i>	<i>0,077</i>	<i>0,114</i>	<i>0,187</i>	<i>0,270</i>	<i>0,374</i>	<i>0,421</i>	<i>0,411</i>	<i>0,426</i>	<i>0,479</i>	<i>27,9%</i>	<i>12,4%</i>
<i>Comptes d'épargne logement</i>	<i>2,152</i>	<i>2,427</i>	<i>2,746</i>	<i>3,548</i>	<i>3,836</i>	<i>4,054</i>	<i>4,183</i>	<i>3,943</i>	<i>4,219</i>	<i>10,0%</i>	<i>7,0%</i>
Placements indexés sur les taux du marché	15,371	19,667	10,177	9,388	8,618	9,128	10,568	11,448	10,295	19,4%	-10,1%
<i>dont comptes à terme</i>	<i>10,714</i>	<i>17,219</i>	<i>8,609</i>	<i>8,360</i>	<i>7,948</i>	<i>7,889</i>	<i>9,168</i>	<i>10,335</i>	<i>9,245</i>	<i>16,3%</i>	<i>-10,6%</i>
<i>dont bons de caisse</i>	<i>3,314</i>	<i>1,707</i>	<i>0,590</i>	<i>0,000</i>	<i>0,000</i>	<i>0,020</i>	<i>0,018</i>	<i>0,020</i>	<i>0,030</i>	-	<i>50,0%</i>
<i>dont OPCVM monétaires</i>	<i>1,343</i>	<i>0,741</i>	<i>0,978</i>	<i>1,028</i>	<i>0,670</i>	<i>1,219</i>	<i>1,382</i>	<i>1,093</i>	<i>1,020</i>	<i>52,2%</i>	<i>-6,7%</i>
Epargne à long terme	25,253	40,832	52,963	57,290	62,210	63,273	63,598	63,541	63,863	2,7%	0,5%
<i>Plans d'épargne logement</i>	<i>11,365</i>	<i>11,895</i>	<i>8,785</i>	<i>16,450</i>	<i>18,426</i>	<i>19,141</i>	<i>20,054</i>	<i>20,612</i>	<i>20,972</i>	<i>13,8%</i>	<i>1,7%</i>
<i>Plans d'épargne populaire</i>	<i>0,261</i>	<i>0,179</i>	<i>4,224</i>	<i>0,252</i>	<i>0,181</i>	<i>0,187</i>	<i>0,188</i>	<i>0,142</i>	<i>0,069</i>	<i>-61,8%</i>	<i>-51,4%</i>
<i>Autres comptes d'épargne</i>	<i>0,056</i>	<i>0,036</i>	<i>0,450</i>	<i>0,094</i>	<i>0,092</i>	<i>0,077</i>	<i>0,087</i>	<i>0,062</i>	<i>0,061</i>	<i>-33,5%</i>	<i>-1,6%</i>
<i>Portefeuille-titres</i>	<i>0,441</i>	<i>0,174</i>	<i>1,023</i>	<i>1,513</i>	<i>0,767</i>	<i>0,910</i>	<i>1,213</i>	<i>1,102</i>	<i>1,222</i>	<i>59,3%</i>	<i>10,9%</i>
<i>OPCVM non monétaires</i>	<i>2,769</i>	<i>3,467</i>	<i>3,937</i>	<i>5,459</i>	<i>5,630</i>	<i>5,452</i>	<i>5,607</i>	<i>5,571</i>	<i>6,020</i>	<i>6,9%</i>	<i>8,1%</i>
<i>Contrats d'assurance-vie</i>	<i>10,361</i>	<i>25,081</i>	<i>34,544</i>	<i>33,523</i>	<i>37,114</i>	<i>37,506</i>	<i>36,448</i>	<i>36,051</i>	<i>35,519</i>	<i>-4,3%</i>	<i>-1,5%</i>
Autres agents	81,680	78,151	72,360	77,209	57,535	63,668	66,217	62,554	65,308	13,5%	4,4%
Dépôts à vue	30,245	34,551	29,315	30,406	26,495	32,180	59,958	55,431	57,529	117,1%	3,8%
Placements liquides ou à court terme	38,161	30,326	29,771	33,446	30,807	31,241	6,002	6,848	7,502	-75,6%	9,6%
Comptes d'épargne à régime spécial	1,499	1,764	2,283	3,438	2,884	2,895	3,182	3,201	4,847	68,1%	51,4%
Placements indexés sur les taux du marché	36,662	28,562	27,488	30,008	27,923	28,345	2,819	3,646	2,655	-90,5%	-27,2%
<i>dont comptes à terme</i>	<i>35,301</i>	<i>27,223</i>	<i>26,273</i>	<i>29,281</i>	<i>27,923</i>	<i>28,345</i>	<i>2,815</i>	<i>3,642</i>	<i>2,651</i>	<i>-90,5%</i>	<i>-27,2%</i>
Epargne à long terme	13,274	13,274	13,274	13,357	0,234	0,247	0,257	0,275	0,277	18,7%	0,8%
TOTAL	285,016	310,552	331,141	365,690	350,311	392,363	390,852	373,713	393,819	12,4%	5,4%
Dépôts à vue	138,847	147,443	155,291	162,950	149,456	174,827	193,201	183,961	204,337	36,7%	11,1%
Placements liquides ou à court terme	107,509	108,863	109,444	131,914	138,230	153,852	133,619	125,781	125,174	-9,4%	-0,5%
Comptes d'épargne à régime spécial	40,912	45,084	55,788	60,110	65,037	68,353	71,903	72,322	74,926	15,2%	3,6%
Placements indexés sur les taux du marché	66,597	63,779	53,656	71,804	73,194	85,499	61,716	53,458	50,248	-31,3%	-6,0%
Epargne à long terme	38,660	54,246	66,406	70,826	62,624	63,684	64,032	63,972	64,308	2,7%	0,5%

Ensemble des actifs financiers



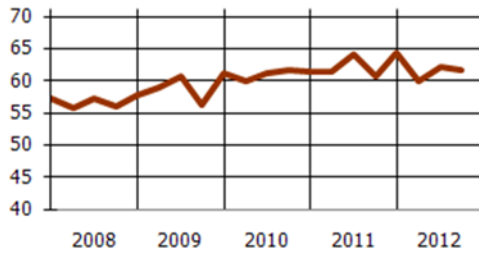
Répartition des actifs financiers des entreprises par nature au 30 septembre 2012



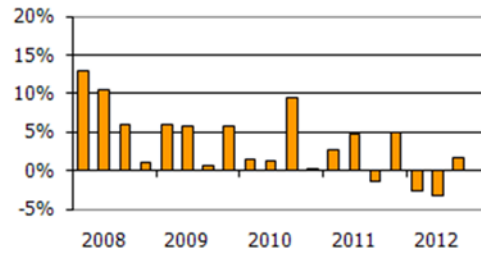
Evolution des placements des ménages

Dépôts à vue

en valeur (en millions d'euros)

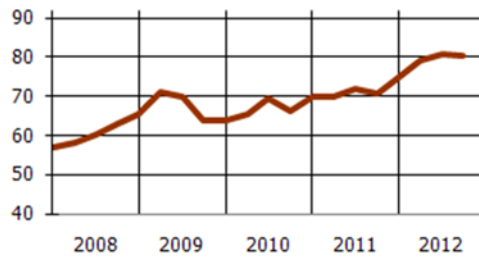


en glissement annuel

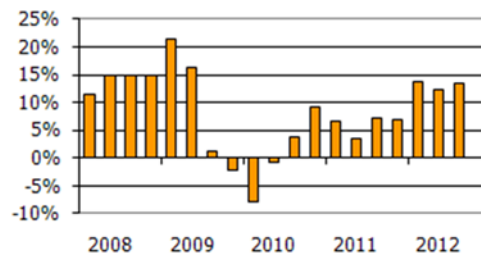


Placements liquides ou à court terme

en valeur (en millions d'euros)



en glissement annuel

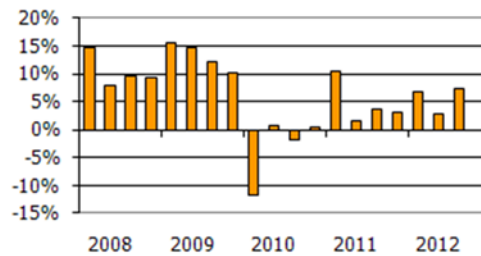


Livrets ordinaires

en valeur (en millions d'euros)

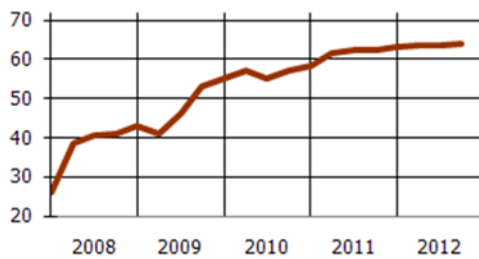


en glissement annuel

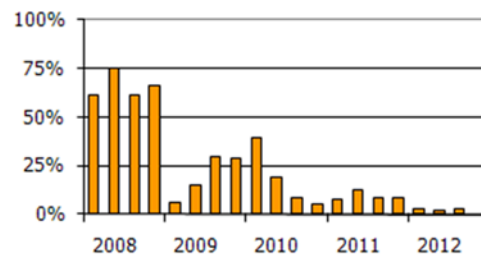


Epargne à long terme

en valeur (en millions d'euros)



en glissement annuel

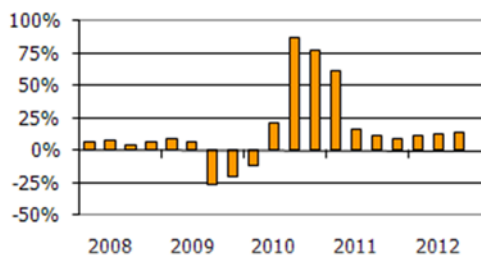


Plans d'épargne logement

en valeur (en millions d'euros)



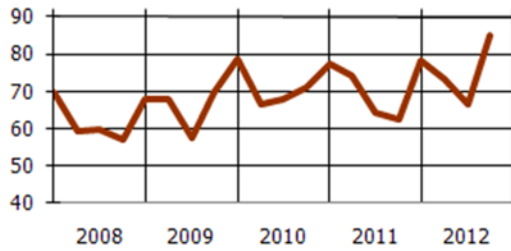
en glissement annuel



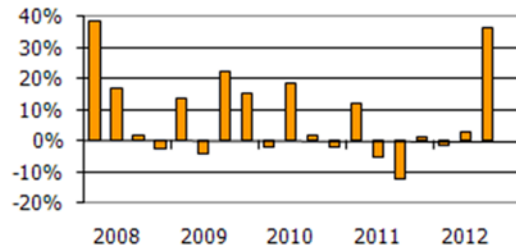
Evolution des disponibilités des entreprises

Dépôts à vue

en valeur (en millions d'euros)

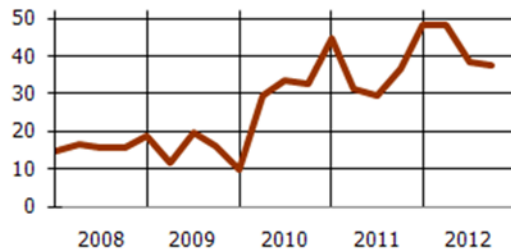


en glissement annuel

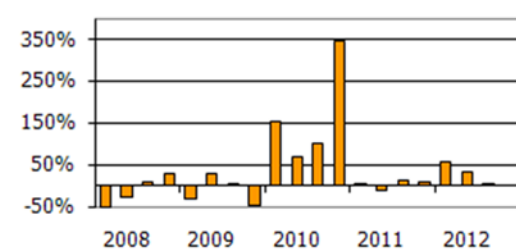


Placements liquides ou à court terme

en valeur (en millions d'euros)

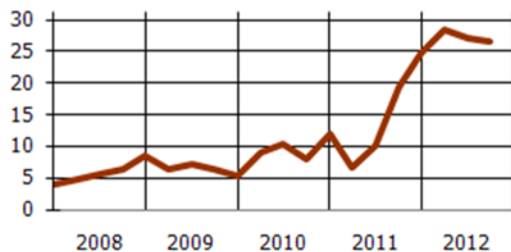


en glissement annuel

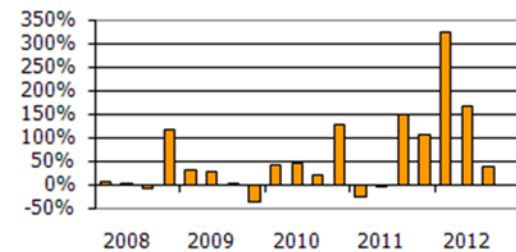


Dépôts à terme

en valeur (en millions d'euros)



en glissement annuel

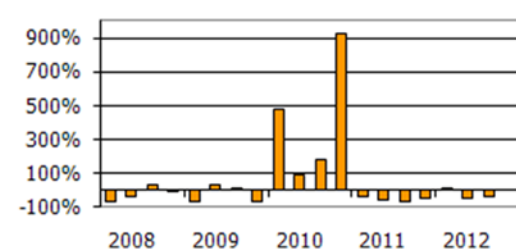


Certificats de dépôt

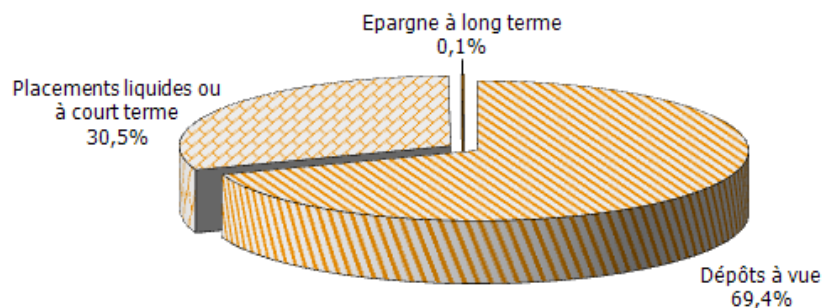
en valeur (en millions d'euros)



en glissement annuel



Répartition des actifs financiers des entreprises par nature au 30 septembre 2012



3. LES PASSIFS FINANCIERS DE LA CLIENTÈLE NON FINANCIÈRE

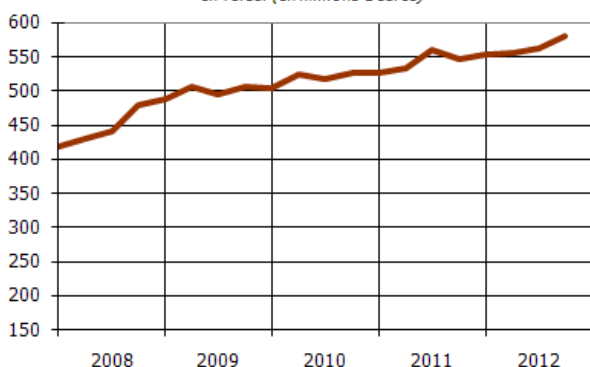
3.1 Concours consentis par les établissements de crédit locaux (*)

	Montants en millions au									Variations	
	30-sept-07	30-sept-08	30-sept-09	30-sept-10	30-sept-11	31-déc-11	31-mars-12	30-juin-12	30-sept-12	1 an	1 trim.
Entreprises	151,260	225,453	237,908	230,289	230,689	232,671	230,725	230,695	263,145	14,1%	14,1%
Crédits d'exploitation	35,875	51,877	48,109	31,809	31,670	33,896	34,189	34,210	35,992	13,6%	5,2%
Créances commerciales	6,047	4,250	3,279	2,425	2,400	2,244	2,946	3,669	3,360	40,0%	-8,4%
Crédits de trésorerie	13,954	19,762	20,305	20,518	21,680	25,562	23,919	24,776	27,082	24,9%	9,3%
dont entrepreneurs individuels	2,919	3,772	4,158	4,519	4,363	3,697	3,719	3,115	3,778	-13,4%	21,3%
Comptes ordinaires débiteurs	15,874	27,865	24,252	8,867	7,590	6,089	7,323	5,764	5,551	-26,9%	-3,7%
Affecturage	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000	-	-
Crédits d'investissement	98,387	137,592	155,995	165,594	167,234	166,944	165,455	164,445	194,981	16,6%	18,6%
Crédits à l'équipement	96,764	135,728	154,544	164,494	166,569	166,318	164,883	163,943	194,540	16,8%	18,7%
dont entrepreneurs individuels	6,633	8,116	6,867	5,848	5,454	5,457	5,499	5,282	5,743	5,3%	8,7%
Crédit-bail	1,623	1,864	1,451	1,100	0,666	0,626	0,572	0,502	0,442	-33,6%	-11,9%
Crédits à l'habitat	13,505	33,757	31,901	29,850	30,011	29,810	29,421	30,430	30,761	2,5%	1,1%
Autres crédits	3,493	2,227	1,903	3,036	1,774	2,022	1,659	1,610	1,411	-20,5%	-12,4%
Ménages	145,680	189,560	203,433	218,563	226,320	229,063	230,763	229,414	228,930	1,2%	-0,2%
Crédits à la consommation	82,052	102,797	108,685	107,390	108,969	108,040	107,909	105,638	103,713	-4,8%	-1,8%
Crédits de trésorerie	77,455	98,386	104,232	103,402	104,544	103,796	103,490	101,507	98,983	-5,3%	-2,5%
Comptes ordinaires débiteurs	4,597	4,411	4,453	3,988	4,425	4,244	4,419	4,131	4,730	6,9%	14,5%
Crédit-bail	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000	-	-
Crédits à l'habitat	63,611	86,717	94,658	111,173	117,351	121,023	122,854	123,776	125,217	6,7%	1,2%
Autres crédits	0,017	0,046	0,090	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000	-	-
Collectivités locales	49,646	56,468	56,876	71,336	80,769	84,740	87,465	95,232	80,287	-0,6%	-15,7%
Crédits d'exploitation	2,550	15,374	9,908	14,288	3,111	8,276	10,536	23,308	6,572	111,3%	-71,8%
Crédits de trésorerie	0,000	12,689	6,904	6,064	0,000	0,002	5,021	15,111	0,000	-	-
Comptes ordinaires débiteurs	2,550	2,685	3,004	8,224	3,111	8,274	5,515	8,196	6,572	111,3%	-19,8%
Crédits d'investissement	29,666	27,496	33,774	49,132	74,385	74,425	75,757	70,601	72,392	-2,7%	2,5%
Crédits à l'équipement	29,607	27,383	33,695	49,088	74,368	74,414	75,751	70,600	72,392	-2,7%	2,5%
Crédit-bail	0,059	0,113	0,079	0,043	0,016	0,011	0,006	0,002	0,000	-	-
Crédits à l'habitat	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000	-	-
Autres crédits	17,430	13,598	13,194	7,916	3,274	2,039	1,172	1,323	1,323	-59,6%	0,0%
Autres agents et CCB non ventilés	6,427	7,241	8,078	6,512	7,931	7,069	7,325	7,252	7,880	-0,6%	8,7%
Total encours sain	353,013	478,722	506,295	526,700	545,709	553,543	556,278	562,593	580,242	6,3%	3,1%
Créances douteuses brutes	43,216	17,909	23,517	33,306	31,829	33,988	41,429	32,427	31,295	-1,7%	-3,5%
Créances douteuses nettes	30,709	11,297	15,182	23,410	19,146	20,456	26,620	18,094	18,455	-3,6%	2,0%
Provisions	12,507	6,612	8,335	9,896	12,683	13,533	14,808	14,333	12,840	1,2%	-10,4%
Total encours brut	396,229	496,631	529,812	560,006	577,538	587,531	597,706	595,021	611,538	5,9%	2,8%
Taux de créances douteuses	10,9%	3,6%	4,4%	5,9%	5,5%	5,8%	6,9%	5,4%	5,1%	-0,4	-0,3
Taux de provisionnement	28,9%	36,9%	35,4%	29,7%	39,8%	39,8%	35,7%	44,2%	41,0%	1,2	-3,2

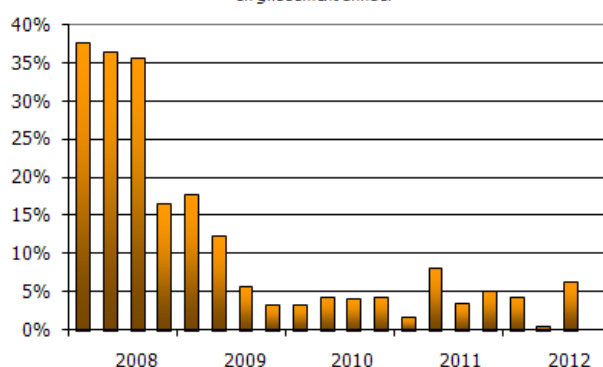
(*) Changement de périmètre ECL (Cf. Avertissement en-tête de la méthodologie, page 3).

Encours de crédit sain des EC locaux

en valeur (en millions d'euros)

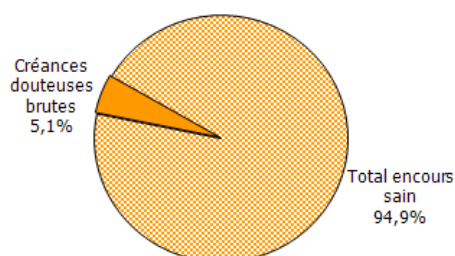


en glissement annuel

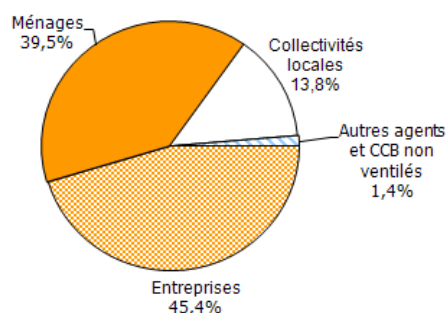


Structure des passifs financiers au 30 septembre 2012

Structure selon la qualité

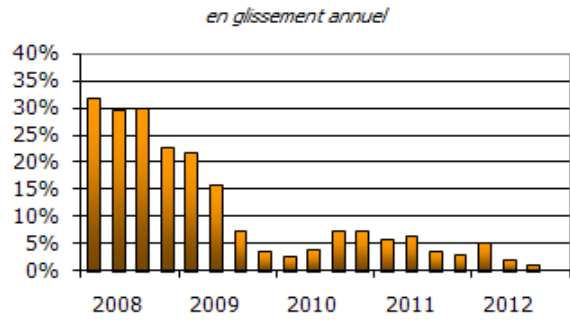
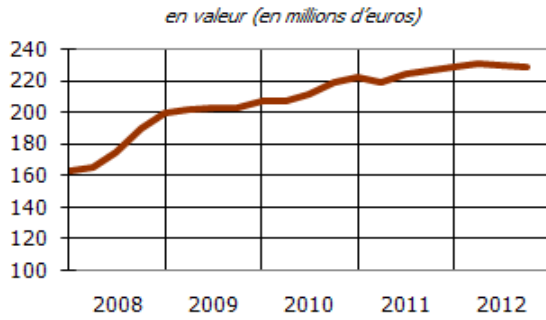


Structure par agents

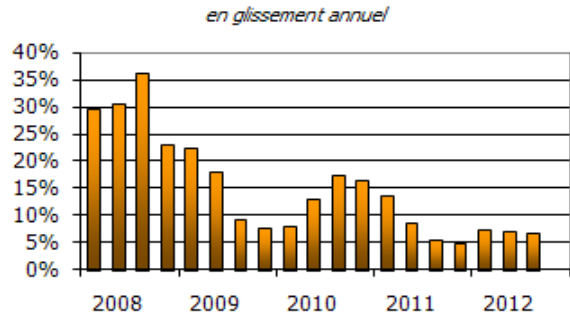
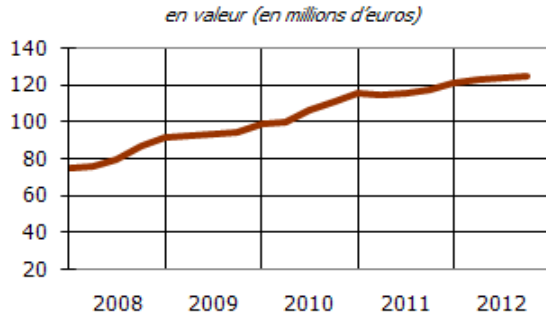


Evolution de l'endettement des ménages

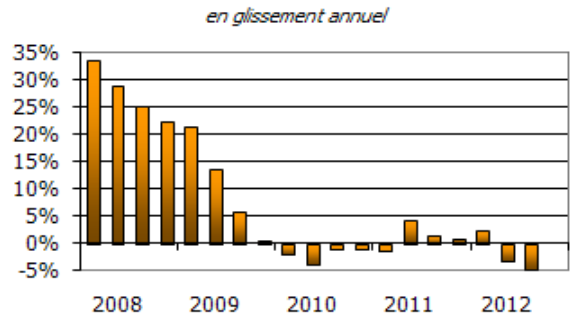
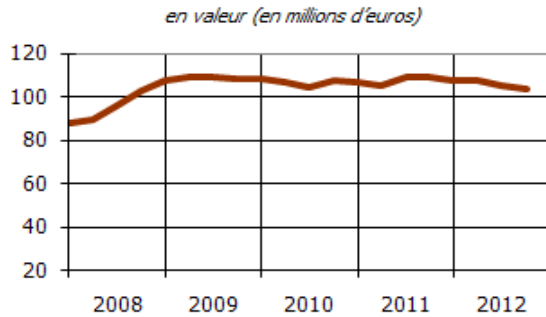
Ensemble des concours



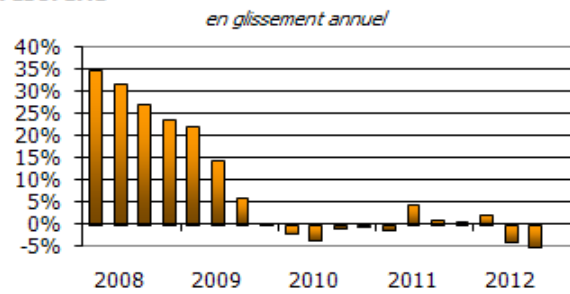
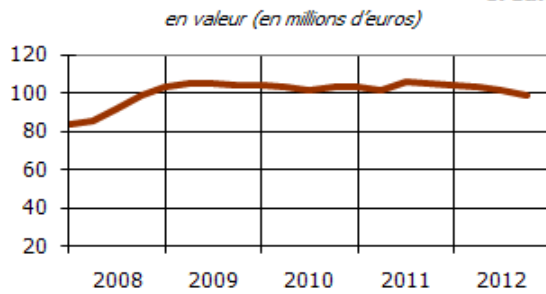
Crédits à l'habitat



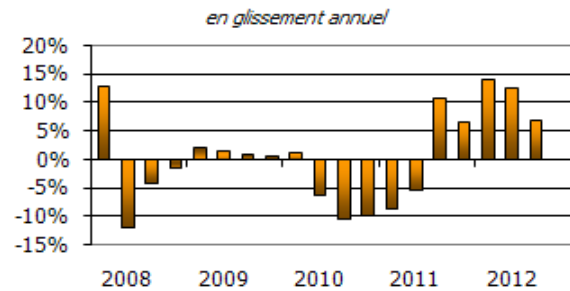
Crédits à la consommation



Crédits de trésorerie

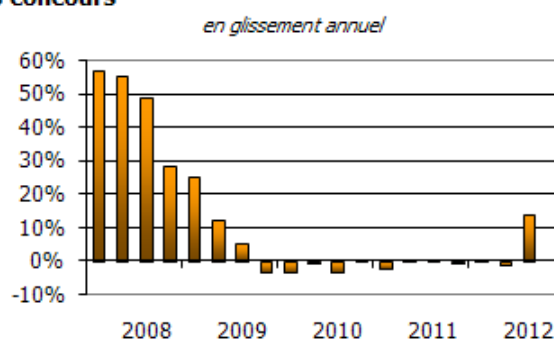


Comptes ordinaires débiteurs

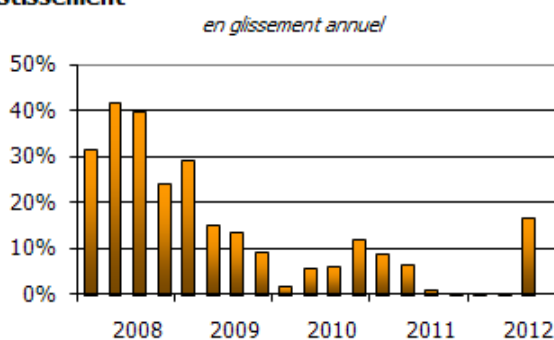


Evolution de l'endettement des entreprises

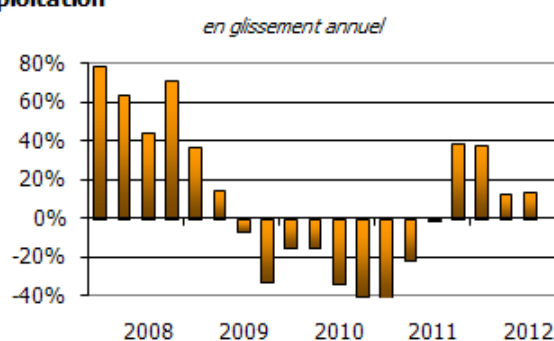
Ensemble des concours



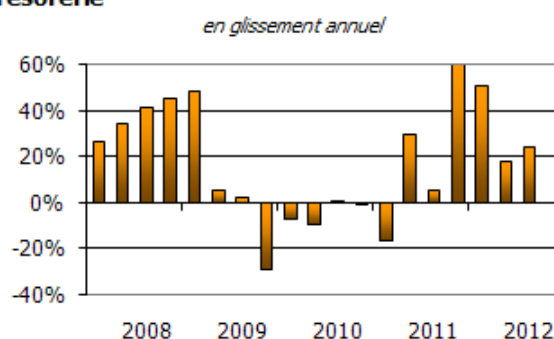
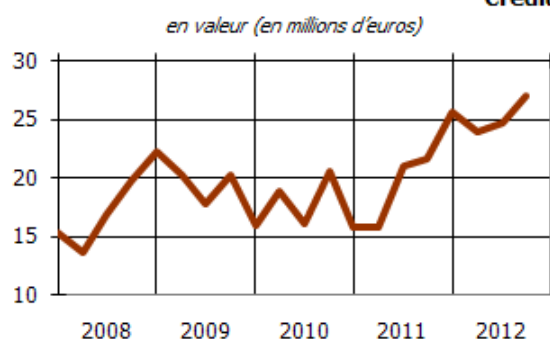
Crédits d'investissement



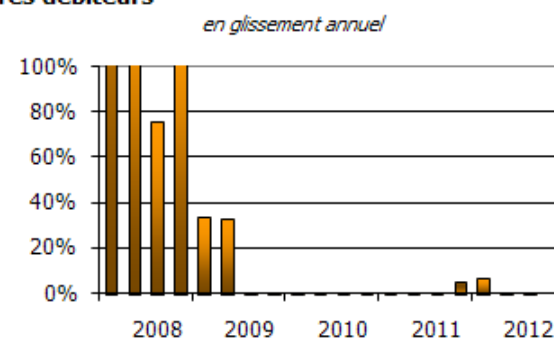
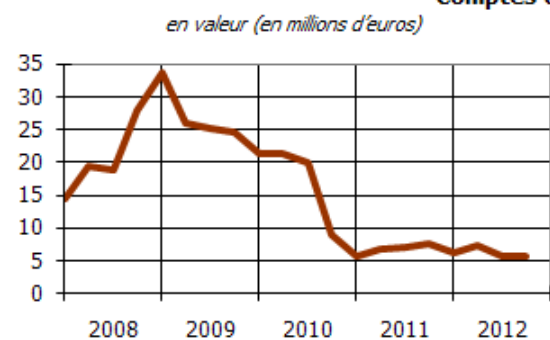
Crédits d'exploitation



Crédits de trésorerie



Comptes ordinaires débiteurs

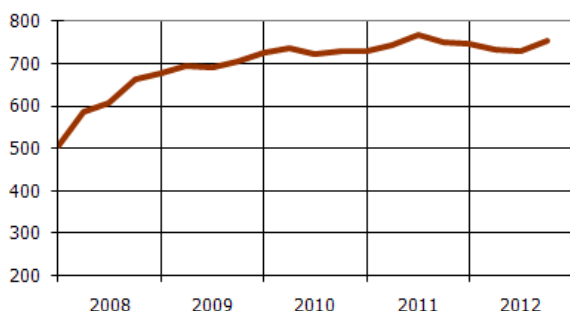


3.2 Concours consentis sur la place par l'ensemble des établissements de crédit

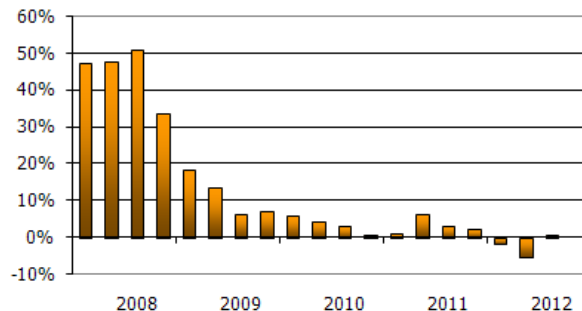
	Montants en millions au									Variations	
	30-sept-07	30-sept-08	30-sept-09	30-sept-10	30-sept-11	31-déc-11	31-mars-12	30-juin-12	30-sept-12	1 an	1 trim.
Entreprises	190,325	268,107	273,171	259,624	270,422	260,685	257,812	258,347	301,283	11,4%	16,6%
Crédits d'exploitation	37,077	54,772	49,363	33,798	32,536	34,661	34,924	34,873	36,737	12,9%	5,3%
Créances commerciales	6,047	4,250	3,279	2,425	2,400	2,244	2,946	3,669	3,390	41,2%	-7,6%
Crédits de trésorerie	14,730	21,324	20,770	21,727	22,198	26,032	24,346	25,035	27,288	22,9%	9,0%
<i>dont entrepreneurs individuels</i>	2,920	3,772	4,158	4,522	4,498	3,831	3,853	3,115	3,778	-16,0%	21,3%
Comptes ordinaires débiteurs	15,874	27,865	24,525	8,867	7,938	6,386	7,632	6,168	6,059	-23,7%	-1,8%
Affacturage	0,426	1,333	0,789	0,780	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000	-	-
Crédits d'investissement	112,278	153,868	169,106	173,478	188,159	176,446	174,065	173,972	206,164	9,6%	18,5%
Crédits à l'équipement	100,961	142,125	160,025	168,339	185,099	173,711	171,604	171,813	204,291	10,4%	18,9%
<i>dont entrepreneurs individuels</i>	7,033	8,276	7,056	6,540	6,301	6,211	6,253	5,372	5,779	-8,3%	7,6%
Crédit-bail	11,317	11,743	9,081	5,139	3,061	2,735	2,461	2,159	1,873	-38,8%	-13,3%
Crédits à l'habitat	37,477	57,240	52,799	49,312	47,954	47,556	47,163	47,892	56,972	18,8%	19,0%
Autres crédits	3,493	2,227	1,903	3,036	1,774	2,022	1,659	1,610	1,411	-20,5%	-12,4%
Ménages	160,497	204,712	218,652	233,485	242,387	245,629	247,987	247,921	249,197	2,8%	0,5%
Crédits à la consommation	90,699	111,438	117,734	114,300	115,791	114,763	115,261	114,043	113,244	-2,2%	-0,7%
Crédits de trésorerie	80,949	101,675	108,125	108,299	109,610	108,977	109,501	108,724	107,517	-1,9%	-1,1%
Comptes ordinaires débiteurs	4,597	4,411	4,453	3,990	4,441	4,255	4,430	4,152	4,730	6,5%	13,9%
Crédit-bail	5,153	5,352	5,156	2,012	1,740	1,531	1,330	1,166	0,997	-42,7%	-14,5%
Crédits à l'habitat	69,781	93,228	100,828	119,184	126,596	130,867	132,725	133,878	135,953	7,4%	1,6%
Autres crédits	0,017	0,046	0,090	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000	-	-
Collectivités locales	70,703	149,405	170,662	165,395	168,622	172,077	174,722	179,259	162,902	-3,4%	-9,1%
Crédits d'exploitation	2,550	32,874	24,708	14,288	3,111	8,276	10,536	23,308	6,572	111,3%	-71,8%
Crédits de trésorerie	0,000	30,189	21,704	6,064	0,000	0,002	5,021	15,111	0,000	-	-
Comptes ordinaires débiteurs	2,550	2,685	3,004	8,224	3,111	8,274	5,515	8,196	6,572	111,3%	-19,8%
Crédits d'investissement	50,723	102,933	132,147	142,124	161,972	160,714	161,966	154,381	154,754	-4,5%	0,2%
Crédits à l'équipement	50,664	102,820	132,068	142,080	161,955	160,703	161,960	154,380	154,754	-4,4%	0,2%
Crédit-bail	0,059	0,113	0,079	0,043	0,016	0,011	0,006	0,002	0,000	-100,0%	-100,0%
Crédits à l'habitat	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000	-	-
Autres crédits	17,430	13,598	13,807	8,983	3,540	3,087	2,220	1,570	1,576	-55,5%	0,4%
Autres agents et CCB non ventilés	19,410	42,586	43,246	70,180	69,752	68,764	53,332	42,918	42,549	-39,0%	-0,9%
Total encours sain	440,935	664,810	705,731	728,683	751,184	747,155	733,853	728,446	755,932	0,6%	3,8%
Créances douteuses brutes	45,671	20,709	30,064	37,637	38,608	40,414	47,728	36,230	35,200	-8,8%	-2,8%
Créances douteuses nettes	32,675	13,410	20,514	26,119	23,496	24,850	30,697	19,647	20,200	-14,0%	2,8%
Provisions	12,996	7,299	9,550	11,517	15,112	15,564	17,031	16,582	15,000	-0,7%	-9,5%
Total encours brut	486,606	685,519	735,795	766,320	789,792	787,569	781,581	764,675	791,132	0,2%	3,5%
Taux de créances douteuses	9,4%	3,0%	4,1%	4,9%	4,9%	5,1%	6,1%	4,7%	4,4%	-0,5	-0,3
Taux de provisionnement	28,5%	35,2%	31,8%	30,6%	39,1%	38,5%	35,7%	45,8%	42,6%	3,5	-3,2

Encours de crédit sain total

en valeur (en millions d'euros)

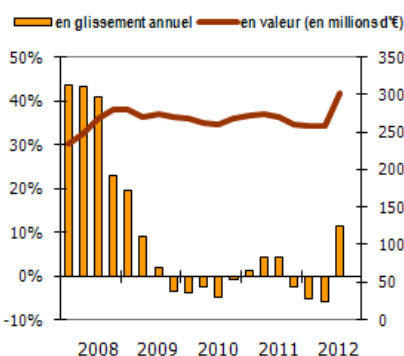


en glissement annuel

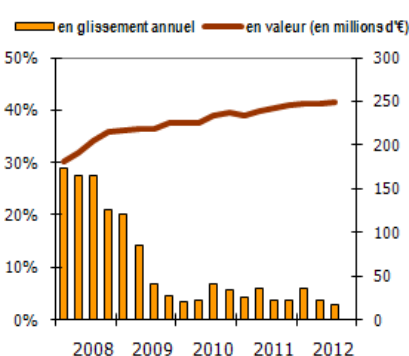


Concours consentis par l'ensemble des EC

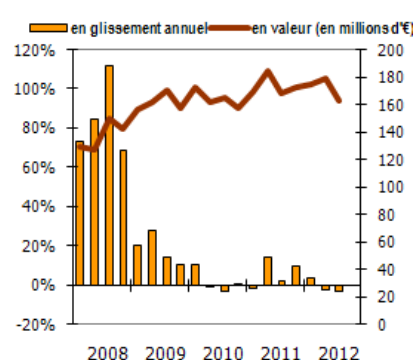
Encours de crédit aux entreprises



Encours de crédit aux ménages

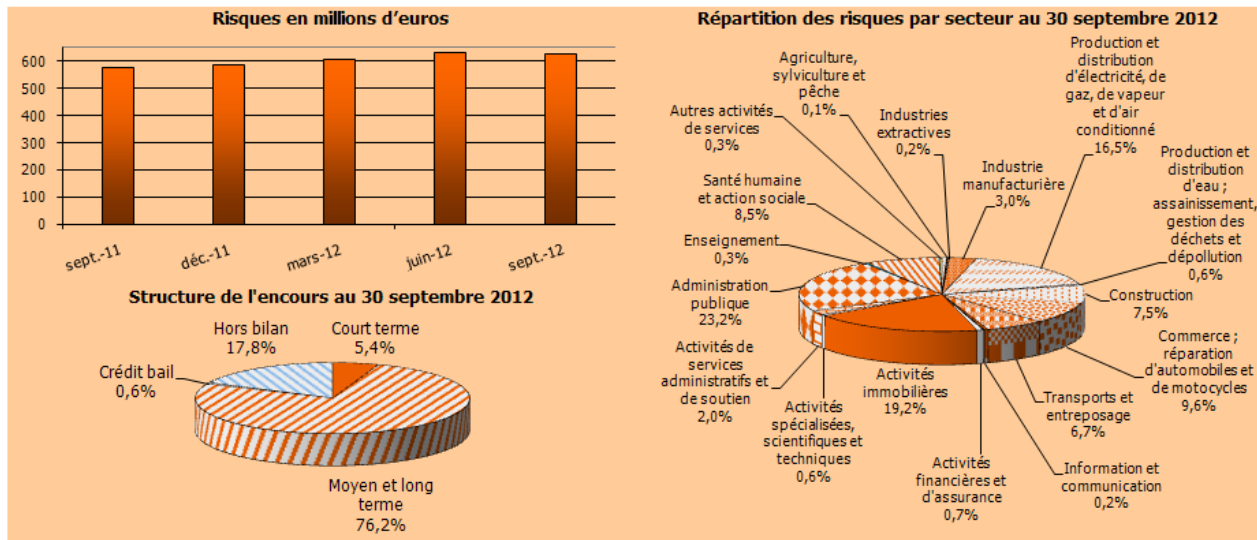


Encours de crédit aux collectivités locales

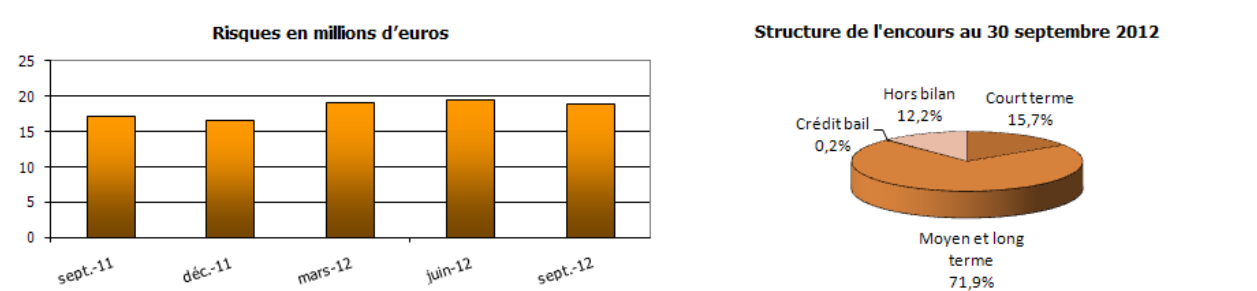


4. RISQUES SECTORIELS

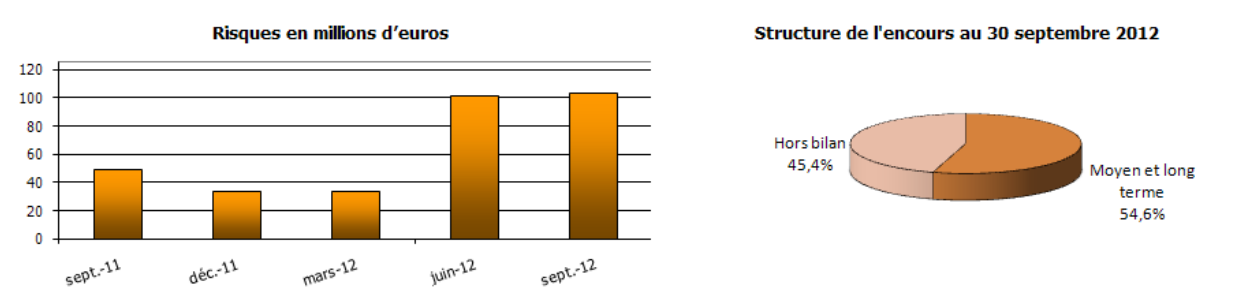
Evolution globale des risques déclarés au SCR de la Banque de France



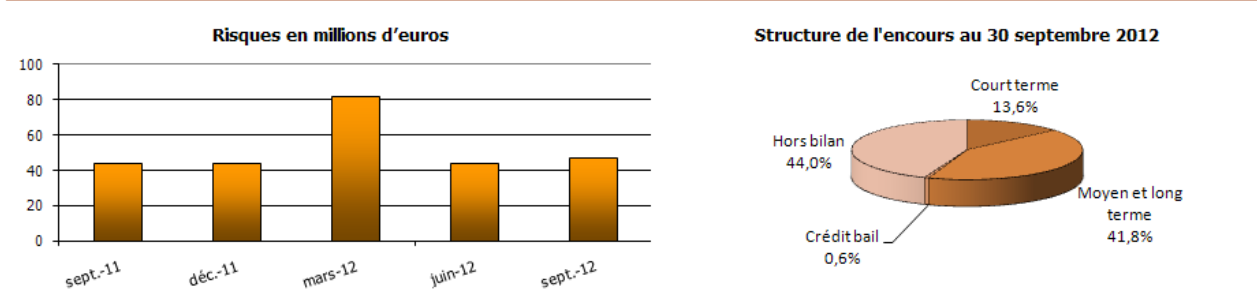
Risques bancaires sur le secteur de l'industrie manufacturière



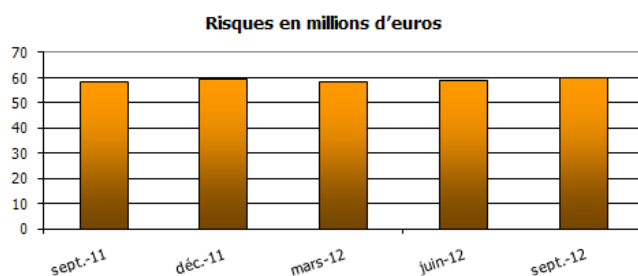
Risques bancaires sur le secteur de la production et distribution d'électricité, de gaz, de vapeur et d'air conditionné



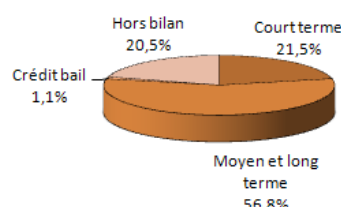
Risques bancaires sur le secteur de la construction



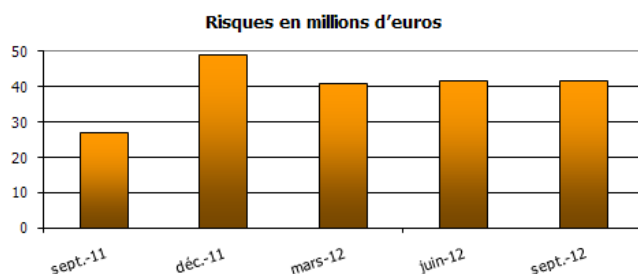
Risques bancaires sur le secteur du commerce; réparation d'automobiles et de motocycles



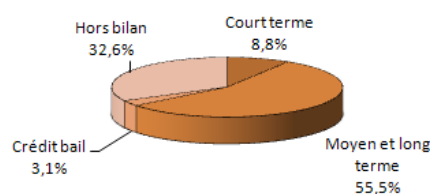
Structure de l'encours au 30 septembre 2012



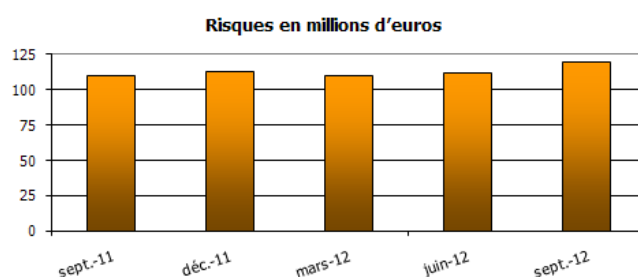
Risques bancaires sur le secteur des transports et entreposage



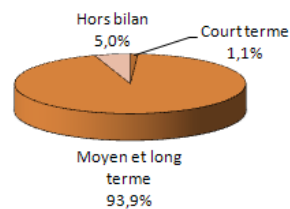
Structure de l'encours au 30 septembre 2012



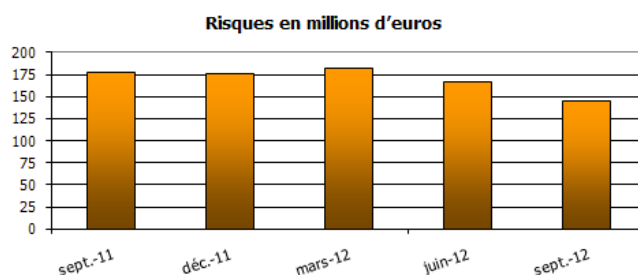
Risques bancaires sur le secteur des activités immobilières



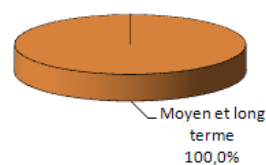
Structure de l'encours au 30 septembre 2012



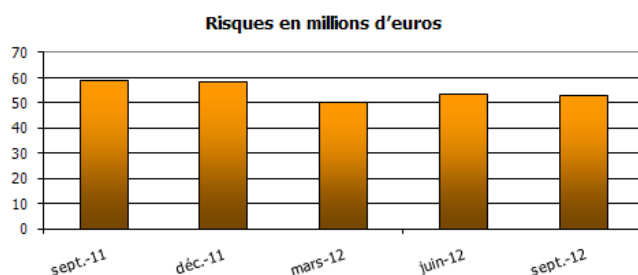
Risques bancaires sur le secteur des administrations publiques



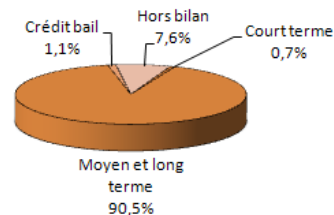
Structure de l'encours au 30 septembre 2012



Risques bancaires sur le secteur de la santé humaine et de l'action sociale



Structure de l'encours au 30 septembre 2012



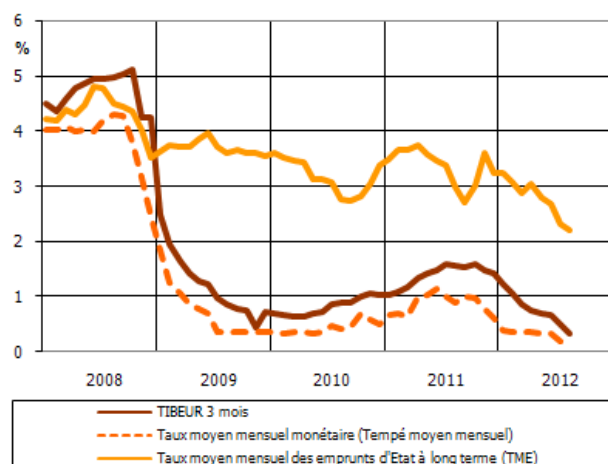
5. RAPPEL DES TAUX

5.1 Taux réglementés

TAUX DIRECTEURS DE LA BANQUE CENTRALE EUROPEENNE	
Taux d'intérêt appliqué aux opérations principales de refinancement de l'Eurosystème (11/07/2012)	0,75%
Taux de la facilité de dépôt (11/07/2012)	0,00%
Taux de la facilité de prêt marginal (11/07/2012)	1,50%

TAUX D'INTERET LEGAL	
ANNEE 2012 (JO du 08/02/2012)	0,71%
ANNEE 2011 (JO du 03/02/2011)	0,38%
ANNEE 2010 (JO du 11/02/2010)	0,65%

5.2 Principaux taux de marché



5.3 Taux de l'usure

Est considéré comme usuraire tout prêt dont le taux effectif global (T.E.G.) excède, au moment où il est consenti, le taux d'usure publié en application de l'article 1^{er} de la loi n°66-1010 du 28 décembre 1966.

L'article 32 de la loi n°2003-721 du 1^{er} août 2003 pour l'initiative économique sort du champ de la réglementation relative à l'usure les prêts consentis à une personne morale se livrant à une activité industrielle, commerciale, artisanale, agricole ou professionnelle non commerciale, à l'exception des découverts en compte.

Catégorie	Seuil de l'usure application à compter						
	du 3e trimestre 2011	du 4e trimestre 2011	du 1er trimestre 2012	du 2e trimestre 2012	du 3e trimestre 2012	du 4e trimestre 2012	
PARTICULIERS	Prêts immobiliers						
	- Prêts à taux fixe	5,97%	6,23%	6,24%	6,32%	6,36%	5,99%
	- Prêts à taux variable	5,33%	5,61%	5,83%	5,88%	5,81%	5,64%
	- Prêts relais	6,07%	6,28%	6,43%	6,48%	6,32%	5,89%
PARTICULIERS	Autres prêts						
	- Prêts d'un montant < ou = à 1 524 €* - Découverts en compte, crédits renouvelables, financements d'achats ou de ventes à tempérament d'un montant > à 1 524 € et < ou = à 3 000 € et prêts viagers hypothécaires	21,41%	21,03%	20,65%	20,56%	20,25%	20,30%
	- Prêts personnels et autres prêts d'un montant > à 1 524 € et < ou = à 3 000 €	19,37%	19,27%	19,15%	19,15%	19,24%	19,58%
	- Prêts personnels et autres prêts d'un montant > à 1 524 € et < ou = à 3 000 €	11,22%	12,76%	13,98%	15,27%	16,40%	17,67%
ENTREPRISES	Prêts aux entreprises **						
	- Découverts en compte***	13,88%	13,84%	13,80%	13,67%	13,53%	13,86%

(*) Pour apprécier le caractère usuraire du taux effectif global d'un découvert en compte ou d'un prêt permanent, le montant à prendre en considération est celui du crédit effectivement utilisé.

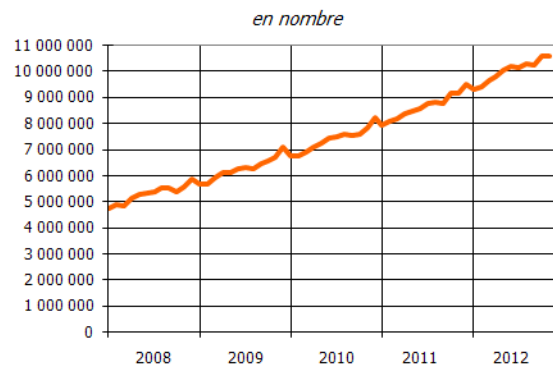
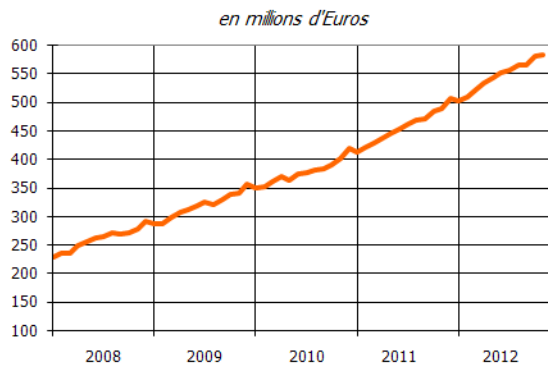
(**) Prêts aux personnes morales n'ayant pas d'activité industrielle, commerciale, artisanale, agricole ou professionnelle non commerciale

(***) Ces taux ne comprennent pas les éventuelles commissions sur le plus fort découvert du mois.

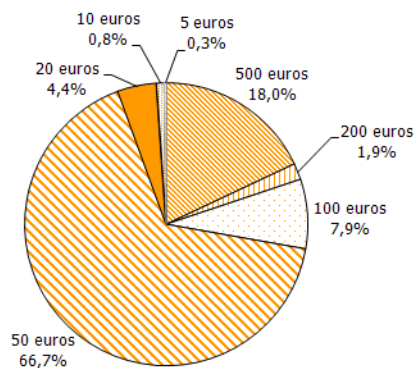
6. MONNAIE FIDUCIAIRE

6.1 Emission mensuelle de billets euros

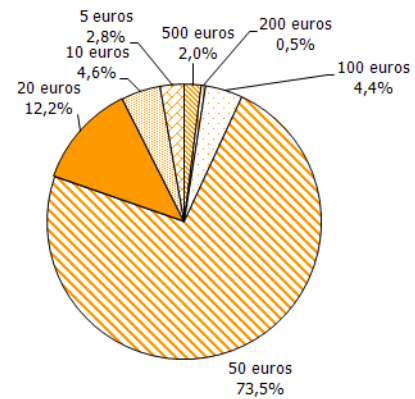
Emissions nettes cumulées de billets au 30 novembre 2012



Répartition des billets en valeur

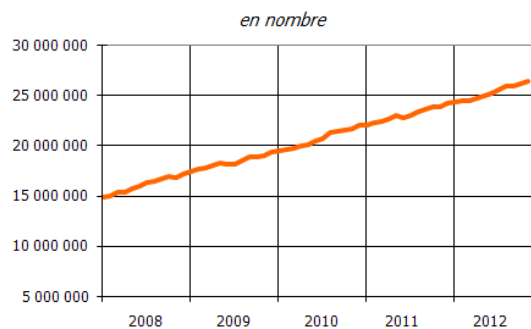
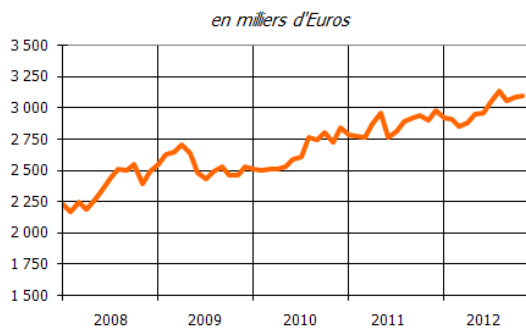


Répartition des billets en volume

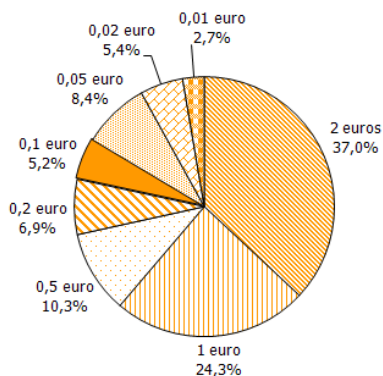


6.2 Emission mensuelle de pièces euros

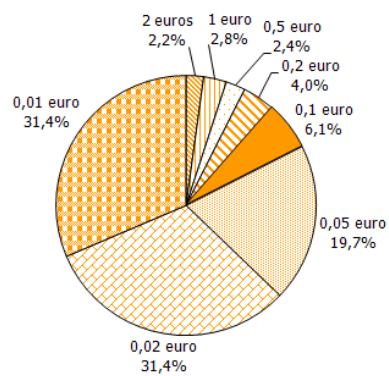
Emissions nettes cumulées de pièces au 30 novembre 2012



Répartition des pièces en valeur



Répartition des pièces en volume



INSTITUT D'ÉMISSION DES DÉPARTEMENTS D'OUTRE-MER
Avenue de la Préfecture – B.P. 500 - 97600 Mamoudzou

Téléphone : 0269 61 05 05 – Télécopie : 0269 61 05 02
Site Internet : www.iedom.fr

Directeur de la publication : Nicolas de SEZE
Responsable de la rédaction : Yves MAYET
Editeur : IEDOM
Achévé d'imprimer en décembre 2012
Dépôt légal : décembre 2012 - n° ISSN : 0296-3116